



FR

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**ANNEXE 2**

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur de la République du Cameroun pour 2022 et 2023 partie 1

**Document d'action « Paysage vert Sud/Sud-Est Cameroun »**

**PLAN D'ACTION PLURIANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23(2) du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

<b>1. Intitulé</b> <b>CRIS/OPSYS</b> <b>Acte de base</b>	« Paysage vert Sud/Sud-Est Cameroun » (PVSSEC) Numero CRIS : NDICI AFRICA/2021/043-687 Référence opérationnelle OSPYS : ACT-61336  Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
<b>2. Initiative 'Team Europe'</b>	Non
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée dans les régions Est et Sud du Cameroun autour des aires protégées du Dja et de Lobéké, classées au patrimoine mondial de l'humanité
<b>4. Document de programmation</b>	Programme Indicatif Multi-annuel (PIM) pour la période 2021-2027 au Cameroun,
<b>5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés</b>	L'intervention de l'Union européenne, conforme aux priorités du Pacte vert pour l'Europe, au niveau local, se focalise sur la mise en œuvre de 2 domaines prioritaires du <i>PIM 2021-2027</i> , à savoir :  - Le domaine prioritaire n°3 « <i>Pacte vert : développement durable et action pour le climat</i> », et plus particulièrement le secteur prioritaire 3.2: « <i>Développement rural et agriculture durable, conservation de la biodiversité et gestion des ressources naturelles, en particulier des forêts</i> »  - Et le domaine prioritaire n°2 « <i>Croissance inclusive, emplois durables et secteur privé</i> », notamment les secteurs prioritaires 2.1 « <i>Éducation et formation professionnelle, entrepreneuriat pour des emplois décents</i> », et 2.3 « <i>Environnement des affaires et climat d'investissement, soutien au commerce et aux chaînes de valeurs</i> ».

DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES				
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	Développement rural et agriculture durable, conservation de la biodiversité et gestion des ressources naturelles (DAC 43040)			
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	ODD principal : 15 (Vie terrestre) Autres ODD importants : 01 (pauvreté) ; 08 (travail décent et croissance économique) ; 13 (lutte contre les changements climatiques) ; 10 (inégalités réduites) ; 05 (égalité entre les hommes et les femmes)			
<b>8 a) Code (s) CAD</b>	DAC 43040 Développement rural DAC 410 Protection de l'environnement en général DAC 151 Décentralisation, état de droit, anti-corruption DAC 150 Droits humains, égalité des genres DAC 43081 Éducation et formation plurisectorielles			
<b>8 b) Principal canal de distribution @</b>	20000 – ONG Internationale 40 000 – Organisation multilatérale 43 - Banque développement pays membre			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Éducation			
<b>10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)</b>	<b>Objectif politique général @</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Biodiversité @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>11. Marqueurs internes et Tags:</b>	<b>Objectifs politiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
<b>12. Montants concernés</b>	Ligne budgétaire : BGUE-B2022-14.020121-C1-INTPA BGUE-B2022-14.020121-C2-INTPA Coût total estimé : EUR 20 000 000 Montant total de la contribution du budget de l'UE EUR 20 000 000			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
<b>13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)</b>	Gestion indirecte avec les entités à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.2, 4.4.3 et 4.4.4. Gestion directe à travers des subventions			

## 1.2 Résumé de l'Action

L'action cible deux zones spécifiques du grand paysage forestier du Sud//Sud-Est du Cameroun (*10 millions d'ha*) avec deux aires protégées classées au patrimoine mondial de l'humanité par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). En zone 1, la Réserve de Faune du Dja (longtemps supportée par–*Programme d'appui pour la préservation de la biodiversité et les écosystèmes fragiles en Afrique Centrale*, ECOFAC/UE) ainsi que ses communes périphériques du Haut Nyong (Est) et du Dja et Lobo (Sud). En zone 2, le Parc National de Lobéké (supporté par la KfW-l'AFD/FTNS et l'UE) ainsi que ses communes périphériques de la Boumba et Ngoko (Est). Ce grand paysage est le moins peuplé du pays (*9 hbt/km<sup>2</sup>*), entièrement couvert de forêts naturelles denses et humides, dont 84% classées dans le domaine forestier permanent (et privé) de l'État et des Communes (*zéro hbt/Km<sup>2</sup>*), et 15% dans le domaine forestier non permanent, à savoir les forêts communautaires et

les zones banales réservées pour les extensions agricoles et agroforestières des populations locales et autochtones et celles du secteur privé (< 20 hbts/Km<sup>2</sup> en zone rurale).

L'action s'inscrit dans le cadre du Pacte vert de l'Union européenne, inscrit comme domaine prioritaire n°3 du PIM 2021-2027 UE - Cameroun, avec l'objectif de maintenir durablement les biens et les services écosystémiques (*en particulier climatiques*) structurant la qualité de vie des populations des forêts (*notamment autochtones*) du Sud et du Sud-Est du Cameroun. Elle appuie également le domaine prioritaire n°2 du PIM 2021-2027 (« croissance inclusive, emplois durables et secteur privés »), au travers de l'appui à l'entrepreneuriat, la formation professionnelle, et au renforcement des chaînes de valeur. Enfin, elle appuie la mise en œuvre du Plan d'Action sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III 2021-2025) au travers d'actions de sensibilisation à la réduction des discriminations de genre et de facilitation de l'accès des femmes aux formations professionnelles dans les filières vertes.

Spécifiquement, l'action vise à ce que, au niveau des forêts d'importance mondiale au Sud et au Sud-Est du Cameroun (respectivement autour de la Réserve du Dja et du parc de Lobéké), les acteurs ayant des mandats territoriaux (communes, concessionnaires forestiers, agricoles ou touristiques, gestionnaires d'aires protégées) améliorent leurs impacts en terme (**OS1**) de conservation de la biodiversité et d'atténuation / adaptation aux changements climatiques, (**OS2**) de résilience et de développement communautaire fondés sur l'économie verte, et (**OS3**) de gouvernance territoriale des ressources naturelles.

**En matière de conservation des espèces et des habitats naturels**, d'une part dans les parcs et réserves, d'autre part dans les concessions forestières et touristiques, l'action améliorera le suivi écologique, le zonage, les stratégies et planifications de gestion des ressources humaines, logistiques et financières dédiées à la conservation, les actions de lutte contre les crimes et délits environnementaux et la formation professionnelle locale des agents de la conservation sur le terrain tout en incluant les femmes et les autochtones.

**En matière d'économie verte forestière** (filières à impacts réduits de produits agro-forestiers, de bois, de PFNL, de gibier, de poissons et de produits touristiques), d'une part dans les zones banales, d'autre part dans les concessions forestières et touristiques, l'action améliorera le développement et le suivi économique, social et environnemental des chaînes de valeurs. Elle aura également un impact positif sur les réglementations, stratégies et planifications par filières notamment pour l'adaptation aux changements climatiques, les infrastructures collectives d'appuis aux producteurs et commerçants, les démarches « qualité » et la formation professionnelle des producteurs et des dirigeants d'organisations au sein des chaînes de valeur tout en incluant les femmes et les autochtones.

**En matière de gouvernance territoriale**, sur l'ensemble des communes des deux zones cibles, l'action améliorera la situation des droits humains (en particulier des autochtones, de femmes et des déplacés), la planification spatiale et la gouvernance à l'échelle intercommunale et l'atténuation du changement climatique par des projets de séquestration du carbone.

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3.2 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 84 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

**Contexte écologique.** Les forêts du Sud et Sud-Est du Cameroun, congoliennes de basse altitude, sont d'une importance mondiale (*et les pays d'Afrique centrale ont renouvelé leur engagement de conserver les forêts d'Afrique centrale dans leur Déclaration commune lors de la COP 26 de Glasgow + engagements AFR 100, CD révisée 2021<sup>1</sup>N, etc.*) (i) au niveau écologique, démontré par le classement comme sites naturels inscrits au

<sup>1</sup> La CDN révisée en 2021 porte l'ambition de réduction des émissions au niveau national à 35% (32% dans la version CDN de 2015) dont 23% de réduction en conditionnel et 12% en inconditionnel. Pour ce faire, le Cameroun entend avant tout mettre en œuvre la gestion durable des forêts et augmenter sa capacité de séquestration de carbone.

patrimoine mondial de l'humanité de la Réserve de Faune du Dja et du Parc national de Lobéké - appartenant au Bassin du Congo et aux paysages transfrontaliers du TRIDOM et du TNS –, (ii) au niveau culturel, pas la présence de peuples autochtones dépositaires de cultures anciennes, rares et vulnérables. La biodiversité et la biomasse y fournissent des biens et services écologiques vitaux pour la société et l'économie : bois de chauffe et bois d'œuvre, gibier de subsistance et de chasse sportive, poisson, etc. Ce grand bloc de forêt naturelle est encore à peu près intact (9 693 400 ha) dont 84 % appartient au domaine forestier permanent et privé de l'État et des Communes (DFP : 9 693 400 ha, inhabité et avec un taux de déforestation quasi-nul) constitué de 6 parcs et Réserves (1 474 584 ha), 73 concessions forestières (4.829.839 ha) et 27 forêts communales (827 565 ha), et du domaine forestier non permanent couvrant 15% du territoire (DFnP : 1.476.012 ha), constitué de zones banales habitées et cultivées par les populations riveraines, villes et villages, de 297 forêts communautaires (983.130 ha), et 2 concessions agricoles (51.000 ha). Le taux de déforestation est globalement faible mais sensiblement croissant au rythme de la croissance démographique. Les 15 Zones d'intérêt cynégétique (ZIC : 1 265 587 ha) sont des aires protégées superposées aux concessions forestières (UFA), portant ainsi la surface totale en AP pour le paysage à 2 740 441 ha. Le rythme trop rapide d'exploitation des forêts naturelles (bois) n'est pas soutenable, et le braconnage intense (grande et petite faune) menace la survie des espèces. Le développement de nouvelles infrastructures facilite les différentes formes de surexploitation des ressources naturelles et de fragmentation du territoire.

Les parcs et réserves sont gérés par le MINFOF, en régie, avec dans 2 cas l'assistance technique d'ONG internationales (AWF et ZSL à RF Dja sur financement ECOFAC + UNESCO, WWF/FTNS au PN Lobéké sur financement KfW + UNESCO). Le tourisme de vision dans les parcs est quasi inexistant et ne rapporte rien. Ces 2 zones transfrontalières TRIDOM et TNS sont prioritaires pour NaturAfrica- Bassin du Congo. Le Cameroun n'accepte pas de délégation de gestion de ses parcs et réserves, mais délègue la gestion de ses ZIC à des amodiataires dont les sociétés de safari organisent le tourisme cynégétique et assurent la lutte anti braconnage (LAB). Deux d'entre-elles parviennent à assurer la LAB toute l'année mais d'autres n'y parviennent pas, surtout après les années de COVID sans client. Toutes relancent les activités pour la saison 2022. Elles sont membres du Groupement des guides de chasse du Cameroun (GGCC) regroupant les gestionnaires de ZIC du septentrion et de la zone forestière. Ce Groupement est aussi impliqué dans le programme paysage TEI Septentrion. Partout, la pression sur la faune par le braconnage commercial destiné à approvisionner les villes et le trafic international est croissante. Toutes les forêts ont été exploitées au moins une fois. L'exploitation du domaine forestier non permanent (DFnP) est souvent anarchique et illégale, les zones dites agroforestières sont déjà dégradées, avec une nette diminution de leur stock en carbone sur pied, des forêts secondarisées et des jachères plus ou moins anciennes de part et d'autre des villages-rues et des cultures.

**Contexte socioéconomique.** La principale activité économique du paysage Sud/Sud-Est est l'exploitation forestière légale au sein du domaine forestier permanent (DFP). C'est elle qui fait vivre les sites forestiers et les communes, et une bonne partie de la population. C'est une ressource financière essentielle pour l'État et les communes via les redevances de superficie et les divers impôts et taxes. Ces UFA sont confiées par le MINFOF à des concessionnaires industriels (69 UFA sous aménagement attribuées sur 15 ans renouvelable pour 4 465 978ha, soit 49,83% du paysage SSE) dont 29 UFA sont certifiées (1 entreprise/FSC et 5 entreprises/OLB). La plupart transforme une partie du bois récolté sur place dans leurs propres usines de 1<sup>er</sup> transformation, avec de plus en plus souvent des unités de séchage et des unités de 2<sup>e</sup> voire de 3<sup>e</sup> transformation pour améliorer la chaîne de valeur, créer des emplois et de la valeur ajoutée sur place. Les sciages sont à 90% vendus dans l'UE, les grumes sont vendues sur le marché asiatique. Les industriels ne sont pas incités par l'État à fournir le marché urbain dont la demande est croissante. Les sites forestiers sont devenus des petites villes avec des milliers d'habitants. Si une entreprise forestière industrielle et légale en vient à fermer, l'économie locale s'effondre, les routes et autres infrastructures ne sont plus entretenues et les pratiques illégales explosent (plusieurs cas récents au Sud, au Sud-Ouest et à l'Est, etc.). Les concessionnaires forestiers n'ont pas de mandat pour la LAB, seulement celui de contrôler les UFA. La création de nouvelles ZIC superposées aux concessions forestières et aux forêts communales pourrait être une solution pour améliorer la couverture LAB du paysage.

Les communes membres de l'Association des communes forestières du Cameroun (ACFCAM) (une centaine avec près de 2 millions d'ha au plan national), partenaire de la FNCOFOR (Fédération nationale des communes forestières-France) et encadrées par le CTFC (Centre technique de la foresterie communale), exploitent elles-mêmes légalement (en sous-traitance) leurs forêts communales (8,54% du paysage SSE). Certaines cellules de foresterie communale fournissent des appuis aux gestionnaires de forêts communautaires. Les revenus de la FC alimentent le budget annuel, comme ceux provenant des ZIC et des UFA qui paient une redevance de superficie - partagée entre le Trésor public (50%), les communes (20%), le FEICOM (20%) et les communautés riveraines

(10%). Les communes ont besoin d'appui technique et organisationnel pour renforcer leurs capacités et améliorer leur gouvernance.

Les forêts du DFnP sont exploitées de façon non durable, souvent abusive et illégale. La plupart des petits exploitants forestiers sont dans l'illégalité et la plupart des 297 forêts communautaires (10,14% du paysage SSE) sont mal gérées et déjà pillées. Le marché intérieur du bois est essentiellement approvisionné par du bois provenant de ce DFnP exploité puis transporté fréquemment de façon illégale. Il n'y a que 2 sociétés agroindustrielles actives dans la partie forestière du paysage SSE, une grande, SudCam Hévéa (9 000 ha plantés) à Meyomessala, et une petite, Rubbercam (300 ha plantés), à Djoum. Elles privilégient désormais le développement de plantations paysannes au sein du DFnP et non dans leurs concessions.

L'agriculture est essentiellement destinée à la subsistance et complète les produits de la chasse, de la cueillette et de la pêche. L'élevage se résume à quelques petits animaux de case et la pisciculture est balbutiante. Les activités sont le plus souvent dans l'informel mais résilientes. Le principal produit agricole de rente est le cacao car il est le seul qui peut se conserver et se transporter ensuite sur de mauvaises routes. Des tentatives sont en cours pour appuyer le renouvellement des vergers, améliorer la qualité, et permettre de cibler des niches commerciales plus lucratives, les volumes sont encore faibles (quelques dizaines de tonnes). Dès que les routes s'améliorent, par exemple au sud, il devient possible aux producteurs locaux de proposer d'autres spéculations (*palmier à huile, banane plantain, manioc, etc.*). La politique nationale est de promouvoir les extensions cacaoyères (*et de palmier à huile*) : renouvellement des vergers, agroforesterie, cacao sous couvert, intensification, amélioration des chaînes de valeur pour garantir la qualité et la traçabilité. Idem pour les vivriers typiques des zones forestières et les PFNL. Les producteurs sont incités à se constituer en coopératives, mais peu fonctionnent correctement, que ce soit dans le cacao, les autres filières vivrières ou les filières de PFNL. L'enjeu est de former et d'appuyer les jeunes agriculteurs, hommes et femmes, y compris Baka, pour qu'ils soient mieux armés pour faire face au marché.

Pas encore d'exploitation minière industrielle, mais plusieurs projets sont en cours de lancement. L'activité minière artisanale, notamment pour l'or, est souvent dans l'illégalité, avec des problèmes de sécurité et de pollution.

L'offre de formation professionnelle est faible dans tout le paysage, soulignons l'initiative de la CAPEF<sup>2</sup> avec le projet PROFOR (UE) avec un centre de formation agricole près de Bertoua et des relais pour le suivi des apprenants jeunes agriculteurs dans les départements. Le Programme d'Appui à la rénovation et au développement de la Formation Professionnelle (AFOP) du MINADER appuie quelques centres de formation agricole et des centres de formation aux métiers proposent des services dans les principales villes. Dans les zones riveraines des principales entreprises forestières certifiées, des efforts sont faits au titre de la RSE et grâce aux redevances versées aux communes, et des améliorations sont visibles, y compris pour les populations autochtones Bakas, en particulier pour l'accès à l'eau, à la santé et à l'éducation de base.

**Gouvernance territoriale.** Au Cameroun, la croissance démographique est de l'ordre de 2,6% en moyenne, avec une croissance du PIB qui est redevenue positive en 2021. L'IDH de la région de l'Est est 0,549 à l'Est et la densité moyenne de la population de 9hbs/Km<sup>2</sup>. Le pays se situe dans le quartile inférieur des indices de gouvernance, de démocratie ou de perception de la corruption. La gestion non durable des ressources naturelles (RN), notamment forestières, l'incidence de l'urbanisation rapide et l'impact du changement climatique constituent des menaces sérieuses. La corruption endémique affecte tous les secteurs, entraînant une mauvaise gouvernance, à commencer par celle des RN et des terres.

Au cours des 15 dernières années, le gouvernement a élaboré divers documents de planification et stratégies globales et sectorielles de développement, notamment la Vision 2035 / SND 2030<sup>3</sup> / Stratégie de Développement du Secteur Rural-PNIA 2020-2030/ Loi de Décentralisation / SNADDT/ SRADDT / SIF-GDT / PNACC / PNIAIC, etc. Le MINDDEVEL a lancé récemment la préparation des plans régionaux de développement avec les conseils régionaux installés en 2021. Les SRADDT Sud et Est fixent le zonage territorial avec le DFP et le DFnP, comprenant les zones « banales » anticipant les besoins futurs des populations en matière d'extensions agricoles, sachant que les populations locales et autochtones ont aussi des droits d'usages coutumiers sur les terres du DFP

<sup>2</sup> CAPEF : Chambre d'agriculture, des pêches, de l'élevage et des forêts

<sup>3</sup> SND 2030 (Stratégie nationale de développement) ; SDSR-PNIA 2020-2030 (Stratégie sectorielle de développement rural-Plan national d'investissement agricole) ; SNADDT-SRADDT (Schéma national-régional d'aménagement et de développement durable du territoire) ; SIF-GDT (Stratégie Intégrée de Financement de la Gestion Durable des Terres) ; PNACC (Plan national d'atténuation du changement climatique) ; PNIAIC (Plan national d'investissement pour une agriculture intelligente face au climat au Cameroun)

(chasse, pêche, cueillette). Les populations Pygmées Bakas, autochtones et peu nombreuses (< 30 000 hbt) sont historiquement semi-nomades mais désormais partout en cours de sédentarisation systématique, malgré leurs difficultés pour accéder durablement à la terre. La pression sur le foncier agricole « disponible » est croissante, notamment lorsque des élites locales s'accaparent les terres.

L'accès routier transversal au nord du paysage est désormais bitumé et donc facilité, de même que l'accès au sud de la RF du Dja -frontière du Congo. Les pénétrantes à l'intérieur du paysage sont des routes en terre, praticables si les exploitants forestiers industriels légaux en assurent eux-mêmes l'entretien. Un des effets de la crise mondiale actuelle pourrait être l'accélération de l'attribution des permis d'exploitation minière pour le fer, pour le cobalt/nickel, et pour les matériaux, engendrant des investissements logistiques pour l'évacuation des produits vers le port autonome de Kribi. Les besoins en énergie pour la sidérurgie vont accélérer le projet de barrage hydroélectrique de Chollet et de lignes électriques. Les réseaux de téléphonie mobile et de services financiers sont les moins denses du pays et de larges zones ne sont pas couvertes, donc aussi sans internet. Concernant l'éducation et la santé, la qualité reste souvent médiocre, comme d'autres services publics, dont certains n'existent qu'en ville.

Avec l'accélération du processus de décentralisation, les communes se voient transférer par l'État de plus en plus de compétences, même si le transfert des ressources financières et humaines ne suit pas aussi vite que souhaité. Les budgets à gérer sont progressivement plus importants et les besoins de renforcement des capacités sont partout nécessaires, notamment en matière de gestion des procédures publiques. Au niveau régional, les conseils régionaux de l'Est et du Sud ont été installés pour la 1<sup>re</sup> fois en juin 2021, et 2022 est la 1<sup>re</sup> année budgétaire. Les conseils régionaux sont encore en phase de mise en place, avec l'objectif de produire leur 1<sup>er</sup> plan régional de développement. Au niveau du village, ce sont les chefs coutumiers dits de 3<sup>e</sup> degré, auxiliaires de l'administration, qui représentent les populations locales. La plupart des chefs sont des bantous, quelques rares chefs appartiennent cependant à l'ethnie pygmée Baka, notamment lorsque leur village est reconnu officiellement. Partout, l'autorité est avant tout incarnée par les services régaliens de l'administration territoriale (Gouverneur, Préfets, Sous-Préfets), lesquels coordonnent et contrôlent les services déconcentrés et les services de sécurité.

La société civile est assez active au sein du paysage, notamment sur les questions environnementales et sur la question du bien-être et des droits des peuples autochtones. Les associations locales fonctionnent le plus souvent grâce à l'appui d'ONG internationales militantes, et au soutien permis par les projets et programmes (ECOFAC, FTNS, etc.). La question de l'éducation de base, notamment des filles, et de la formation des jeunes est fondamentale dans les zones reculées. Mais même si le taux brut de scolarisation apparaît correct (>100%), il cache localement de fortes disparités, notamment parmi les enfants Bakas qui délaissent facilement l'école qui les intéresse peu. Chez tous les adolescents, les déperditions scolaires sont très fréquentes, entre manque de perspectives, grossesses précoces pour les filles, et attrait de l'activité de mototaxi dans les villes pour les garçons.

L'ensemble du paysage constitue un gigantesque stock de carbone forestier (entre 150 à 250 T/ha), et un puits de carbone, notamment dans les zones sous exploitation. La finance carbone est encore balbutiante et aucun projet n'a encore été formalisé ni sur le marché volontaire ni sur le marché obligataire (*pas de législation adaptée*). Des études sont prévues, voire lancées, par des acteurs spécialisés pour la faisabilité des modèles dans des concessions forestières et agroindustrielles, dans des réserves forestières, mais aussi dans le cadre de la filière cacao durable.

L'UE a structuré son aide au Cameroun pour la période 2021-2027 (PIM) autour de 3 piliers : (i) gouvernance-démocratisation-paix-stabilisation, (ii) croissance inclusive-emplois durables-secteur privé et (iii) pacte vert : développement durable-climat, alignés sur les priorités de la stratégie nationale la plus récente, la SND 2030.

## 2.2 Analyse des problèmes

**Conservation et biodiversité** : le paysage Sud/Sud-Est est la principale zone d'exploitation forestière du Cameroun, la moins peuplée aussi. La pression de braconnage est partout croissante pour approvisionner à la fois les marchés urbains en viandes et le trafic international de trophées et d'animaux vivants. Les travaux sur l'amélioration des connaissances en matière de biodiversité, de reconstitution forestière, de carbone, de connaissances traditionnelles, etc. qui sont financés par l'APD (et par le secteur privé) depuis des années fournissent des résultats qui restent incomplets et insuffisants, et doivent être poursuivis. La gestion des ZIC et des concessions forestières est déléguée par l'État à des concessionnaires privés, mais pas celle des parcs et réserves qui reste en gestion publique administrée par le MINFOF, avec seulement une assistance technique pour la RF Dja et le PN Lobéké. Ce modèle est d'une efficacité limitée et peu durable car la LAB n'est assurée que dans la mesure où un projet en assure le financement. En pratique, au sein du domaine forestier permanent, seules les compagnies de safari les plus performantes assurent une lutte anti braconnage efficace toute l'année (ZIC 29, 30 et 47), partout



ailleurs la LAB est soit inexistante (c'est le cas dans la plupart des concessions forestières et dans toutes les forêts communales et communautaires) soit discontinuée et/ou de qualité médiocre. La durabilité du modèle actuel de gestion de la biodiversité à l'échelle de l'ensemble du massif forestier, notamment au sein des 84% du territoire que représente le DFP, est posée. L'application de la loi et de l'ordre dans les résolutions de conflit homme-faune, de conflits liés au droit foncier ou aux limites des aires protégées, de braconnage (« de subsistance » ou lié au crime transnational) et d'exploitation illégale de ressources agricoles, forestières, halieutiques ou minières par les civils vivants à proximité représente un réel enjeu en terme de protection des civils. De nombreuses avancées dans le secteur existent déjà (formation spécifique des éco gardes, participations des communautés riveraines et autochtones dans les activités de conservation et de générations de revenus, application du CLIP) mais l'approche basée sur les droits humains doit devenir systématique dans toute les actions de conservation.

**Économie verte et gestion forestière :** l'activité forestière est la principale activité économique du paysage mais la rentabilité de l'exploitation par les exploitants soucieux de respecter la légalité est compromise, or la durabilité dépend directement de la rentabilité. Quelques entreprises forestières certifiées FSC (1) et OLB (5) font des efforts de bonne gestion de leurs territoires sous aménagement, mais pour les autres concessions non certifiées du DFP, et pour la plupart des zones agroforestières (DFnP), les pratiques illégales sont fréquentes et l'exploitation forestière y est non durable. Pour maintenir un standard de certification indépendante, les coûts sont très élevés et la rentabilité insuffisante, car l'entreprise doit supporter des coûts liés à son environnement qui ne sont pas directement liés à son cœur de métier et pèsent sur son résultat. Les petits exploitants artisanaux ou semi-industriels ne connaissent pas ces contraintes et ne se préoccupent guère des règles et de l'intérêt de les respecter, ils contribuent à dégrader rapidement les forêts du DFnP, voire parfois du DFP. Le modèle de l'économie forestière qui a pu fonctionner depuis plusieurs décennies est aujourd'hui plus ou moins à bout de souffle car le rythme des prélèvements en bois s'est avéré trop rapide au regard des capacités naturelles de reconstitution. Entre baisse des rendements, obligation prochaine de transformation locale et augmentation de la pression fiscale et des contraintes logistiques, l'avenir des compagnies forestières travaillant dans la légalité devient plus précaire, peu rentable, alors que les entreprises travaillant dans l'illégalité continuent de prospérer à court terme grâce au pillage de la ressource. L'État est souvent défaillant dans le contrôle de l'exploitation forestière (bois, faune, PFNL), et faute d'application stricte de la réglementation, couteuse pour les exploitants, les forêts du DFnP sont d'ores et déjà pratiquement vidées de l'essentiel des bois d'intérêt commercial, et les forêts du DFP sont en déclin. L'APD s'est peu impliquée pour améliorer la durabilité de l'exploitation forestière, alors que le modèle économique basé sur l'extraction pure et simple, orienté essentiellement vers l'exportation, ne pourra plus fonctionner encore longtemps et doit être repensé en intégrant les besoins de reconstitution forestière, de gestion de la biodiversité, de développement agricole et rural dans les zones agroforestières adjacentes (cacao, vivrier, palmier à huile, etc.), etc. Le cacao est le principal produit de rente pour les agriculteurs locaux, mais les vergers de cacaoyers sont souvent trop âgés, avec de très faibles rendements et peu de recettes générées. Dans les zones forestières enclavées, les cultures vivrières sont essentiellement destinées à la subsistance car les routes ne permettent pas d'évacuer des produits fragiles, c'est donc le cacao qui assure l'essentiel des recettes monétaires des petits producteurs car elle est la plus rentable des chaînes de valeur. Cette filière est ancienne mais mal organisée, dominée par des intermédiaires peu scrupuleux, sans respect de la qualité et de la traçabilité. Parfois, la création de nouvelles plantations se fait après destruction de la forêt primaire. De même, les filières de PFNL restent souvent encore marginales, seuls les produits non périssables peuvent atteindre les marchés, à condition cependant que le coût du transport demeure acceptable. Les forêts communales sont une solution qui intéresse les communes mais qui demande à être mieux accompagnée pour que leur exploitation soit réellement durable (bois) et qui devrait désormais également s'atteler à mieux gérer la biodiversité (faune) partout en décroissance rapide du fait du braconnage. Les jeunes qui veulent s'installer comme agriculteur rencontrent beaucoup de difficultés, que ce soit en termes d'accès à la terre, d'accès au savoir, d'accès aux financements, etc.

Au niveau climatique, une hausse particulièrement prononcée de la fréquence des vagues de chaleur est projetée pour le Sud du pays<sup>4</sup>. L'augmentation des conséquences négatives du climat sur le secteur agricole affecte les modes de production des populations rurales et contribue de façon visible à l'accélération de leur exode vers les zones urbaines.

<sup>4</sup> Cameroun, rapport diagnostic, *Changement climatique et gestion des risques de catastrophes*, 2018 (Banque mondiale) <https://documents1.worldbank.org/curated/en/100761543264193172/text/Changement-Climatique-et-Gestion-des-Risques-de-Catastrophe-au-Cameroun.txt>



**Gouvernance territoriale :** les mauvaises pratiques de gouvernance sont fréquentes, que ce soient au sein des administrations centrales et déconcentrées, des administrations décentralisées et des filières économiques œuvrant dans ce contexte délétère. A tous les niveaux, les capacités sont le plus souvent faibles tant au plan technique, qu'organisationnel et matériel. Les modalités de prise de décision puis de leur application sont souvent peu transparentes, et le degré d'efficacité trop faible, avec peu de résultats satisfaisants sur le terrain. La mise en exploitation prochaine des gîtes miniers de fer, de cobalt/nickel, de rutile et de calcaire, avec ce que cela va entraîner en termes de développement de nouvelles infrastructures routières, ferroviaires, énergétiques, numériques, constitue des sources d'inquiétude à l'égard de la gestion des territoires forestiers du Sud et de l'Est, mais aussi quant aux conditions de vie des populations locales et autochtones. Dans le domaine forestier non permanent (DFnP), le long des routes, la pression démographique est souvent croissante et les phénomènes d'accaparement des terres par les élites locales sont de plus en plus fréquents, rendant plus difficile l'accès à la terre pour tous les jeunes candidats à l'agriculture, a fortiori pour les jeunes issus des communautés autochtones Bakas, marginalisées, ou pour les femmes. Les populations pygmées sont souvent discriminées et leur accès aux services publics, à la terre et au travail est plus difficile, leurs droits fondamentaux étant souvent bafoués. Pour les populations locales, les besoins en terres pour l'agriculture de subsistance au sein du DFnP sont en croissance, couplée avec les besoins pour la production de cacao, culture qui reste la principale rente accessible et rentable pour les petits producteurs. Le verger cacao est souvent très âgé et doit être renouvelé et amélioré pour qu'il puisse permettre à la fois de meilleurs rendements matières et de meilleurs revenus pour les producteurs. Il n'y a presque pas d'équipements permettant d'améliorer et garantir la qualité des produits mis en marché et d'obtenir une meilleure rémunération. La commercialisation du cacao est largement aux mains d'intermédiaires appelés « coxieurs » qui sous-paier le produit, en particulier dans les zones isolées et difficiles d'accès. Les producteurs ne sont pas ou très peu organisés et donc incapables en l'état de gérer correctement eux-mêmes les chaînes de valeurs agricoles et forestières afin que celles-ci contribuent à améliorer leur niveau de vie.

**Les principales parties prenantes déterminantes au sein du paysage Sud/Sud-Est sont celles qui ont un mandat direct ou délégué de gestion et d'exploitation territoriale :**

- Les communes dont la plupart sont membres de l'ACFCAM et appuyées par le CTFC pour la gestion et l'exploitation de leurs forêts communales (0,82 Md'ha de FC dans leur domaine soit 8,54% du territoire)
- Les compagnies forestières gestionnaires de concessions (4,8 Md'ha dans le DFP, soit 49,83% du territoire), dont 1 certifiée FSC (Pallisco) et 5 entreprises certifiées OLB regroupant en tout 29 UFA, avec leurs usines de transformation sur place et l'ensemble de leur personnels et de leurs familles sur les sites forestiers (plusieurs dizaines de milliers de personnes).
- Les compagnies de Safari gestionnaires des 15 ZIC (superposées aux UFA pour 1,26 Md'ha) dont 3 sont plus performantes, même si elles ont toutes beaucoup souffert de l'arrêt des activités pendant le COVID
- Les ONG de conservation (AWF et ZSL sur le Dja, WWF sur Lobéké, NOE en appui à TF-RD dans la périphérie du Dja) en assistance technique au MINFOF et aux conservateurs et leurs équipes (1,47 Md'ha soit 15,22% du territoire)
- Hydromékin, gestionnaire du barrage hydroélectrique de Mékin, et de sa zone d'impact
- Les compagnies agroindustrielles (CamSud Hévéa & Rubbercam), producteurs d'hévéa et plantain (0,05 Md'ha soit 0,53% du territoire)
- Les gestionnaires de forêts communautaires dans le DFnP (0,98 Md'ha soit 10% du territoire), dont très peu fonctionnant de manière satisfaisante
- Les gestionnaires de ZIC à Gestion communautaire (ZICGC) en superposition aux UFA, aux forêts communautaires et aux zones banales du DFnP, dans un modèle de gestion souvent (très) opaque
- Les compagnies minières industrielles, mais aucune n'est encore en exploitation effective sur la zone.

Dans toutes les zones dites agroforestières, les agriculteurs et agricultrices membres ou non de groupements et de coopératives de production et de services, parmi lesquels la majorité est constituée de populations locales bantoues, et une minorité constituée de populations pygmées Bakas. En dehors des villes (*la moitié de la population de l'Est vit à Bertoua*), c'est surtout sur les sites industriels (*forestier, agroindustriel, hydroélectrique, et minier*) que viennent s'installer de nouvelles populations allogènes à la recherche de travail. Toutes les populations locales pratiquent à la fois l'agriculture, la chasse, la pêche, et la cueillette de PFNL. Les femmes sont plus impliquées dans l'agriculture vivrière et la cueillette, tandis que les hommes sont davantage impliqués dans la culture du cacao, la cueillette du vin de palme et la chasse. On trouve également beaucoup d'exploitants forestiers artisanaux

et semi-artisansaux, dont la plupart fonctionne dans l'informel et l'illégalité. C'est la même chose avec les artisans miniers.

Concernant les régulateurs de la gestion territoriale au niveau central, déconcentré et décentralisé :

- Le MINFOF qui est le gestionnaire du DFP pour le compte de l'État, soit directement soit via les concessions, et le gestionnaire des droits d'exploitation du bois et de la faune dans le DFNP, et supervise la mise en œuvre des plans d'aménagement des concessions forestières, des concessions de chasse et des aires protégées
- Le MINEPDED, qui supervise la mise en œuvre des plans de gestion environnementaux et sociaux de toutes les concessions et installations forestières et plus globalement des projets d'infrastructures, des installations industrielles, des plantations, etc.
- Le MINADER, qui supervise les programmes agricoles ACEFA et AFOP avec le MINEPIA, et assure le suivi des activités agricoles et leurs statistiques
- Le MINMIDT qui gère le cadastre minier (recherche, exploration, exploitation) industriel et artisanal, et les établissements classés
- Le MINEPAT, qui organise la planification territoriale nationale, régionale et locale
- Le MINDDEVEL, qui coordonne les Collectivités territoriales décentralisées et la planification régionale et locale
- Les ministères régaliens, MINAT et MINDEF, qui assurent la coordination administrative et la sécurité
- Les Ministères chargés de la question de l'égalité des sexes et des femmes (notamment le MINPROFF)
- Les ministères techniques (santé, éducation, agriculture, environnement, élevage, mines, formation professionnelle, etc.) qui ont des délégués dans les régions et les départements (*peu dans les communes*)
- Les régions, dont l'installation des Conseils régionaux est encore très récente (2021) et qui sont jusqu'à présent en cours de mise en place opérationnelle à Bertoua et à Ebolowa
- Les Communes qui se partagent l'ensemble du territoire avec un mandat de développement socioéconomique lié à un transfert progressif de compétences de plus en plus important, et notamment par le transfert des personnels de niveau arrondissement
- Les chefferies coutumières, notamment les chefs de villages, auxiliaires de l'administration partout
- La Chambre d'Agriculture (CAPEF) avec des projets et des réseaux dans les régions et départements

Plusieurs partenaires techniques et financiers interviennent dans le paysage :

- L'UNESCO, car la RF Dja et le PN Lobéké (TNS) sont classés patrimoine mondial de l'Humanité
- L'Union Européenne, notamment via le programme ECOFAC, mais aussi d'autres actions financées via des ONG de conservation, de développement forestier (via ATIBT), de respect des droits de l'homme, etc.
- L'Allemagne, notamment via la KfW en appui à la Fondation du rinationnal de la Sangha (Lobéké) et via la GIZ en appui au développement forestier et rural
- La France, notamment en appui à la FTNS, mais aussi via des programmes de développement rural
- Les USA, notamment en appui au projet « Ebony » de replantation d'essences d'ébène

La société civile est représentée par des associations locales qui interviennent dans la gestion forestière, le développement rural, le respect des droits humains et en particulier des droits des femmes, l'éducation et l'intégration des populations autochtones et du respect de leurs droits, etc. Plusieurs associations locales fonctionnent comme des partenaires locaux en partenariat avec des ONG nationales ou internationales.

Citons également l'ONG Global Conservation et la compagnie WildLife Works, en négociation avec le gouvernement pour voir comment se faire attribuer des concessions forestières actuellement gelées pour en faire des concessions de conservation financées par les ventes du carbone stocké.

### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est d'assurer le développement durable dans deux forêts d'importance mondiale au Sud et Sud-Est du Cameroun

Les objectifs spécifiques de cette action sont les suivants :

- 1) (OS1) : renforcer la conservation inclusive de la biodiversité du paysage par les mandataires territoriaux.
- 2) (OS2) : augmenter les moyens de subsistance et la résilience des communautés locales par des filières d'économie verte inclusive<sup>5</sup> et intelligente face au climat.
- 3) (OS3) : améliorer la gouvernance des territoires et ressources naturelles par les acteurs décentralisés

**Les produits attendus** sont les suivants :

P1: Amélioration de la gestion durable du paysage et de ses composantes (aires protégées, concessions forestières et de chasse) par des meilleures informations sur leur état et leur évolution écologique, par un meilleur accès aux documents réglementaires et politiques, par le renforcement des capacités et des moyens des acteurs de terrain, y compris les femmes, les jeunes et les autochtones, et par la lutte contre le trafic des espèces fauniques et forestières

P2: Appui à l'évolution des filières d'économie verte durable par la disponibilité et accessibilité des informations, des règlements et contrats sociaux d'une part, et par le renforcement des capacités techniques des petites et moyennes entreprises et l'appui pour la gestion d'infrastructures collectives d'autre part, le tout en recherchant à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes.

P3: Formalisation d'un mécanisme de gouvernance territoriale avec la production de scénarios spatiaux de transition écologique du territoire, l'amélioration de la bonne gouvernance y compris fiscale et la constitution de groupement d'intérêts publics territoriaux, la détection, diffusion et réduction des manquements aux droits humains et l'aménagement du territoire standardisé pour contribuer à l'atténuation du changement climatique.

### 3.2 Activités indicatives

**Activités liées aux cinq produits 1.x relatifs à l'OS1 :**

1) Généraliser les télédétections satellitaires quasi continues et algorithmiques des changements d'habitats à l'intérieur des aires protégées, concessions forestières et touristiques ciblées ; généraliser les dispositifs permanents de suivi à distance d'espèces indicatrices (colliers, photo-pièges, etc.) ; collecter, archiver et analyser automatiquement et continûment les données brutes qui le permettent ; partager les données collectées avec des équipes d'écologues et produire des analyses régulières ; éditer à intervalles réguliers des « états de... » sur les habitats et les espèces, conçus pour orienter les décideurs territoriaux, nationaux et internationaux qui les supervisent ; maximiser le libre accès des données sur internet (par ex. en lien avec OFAC) ; présentation des données et des analyses aux populations et aux acteurs (notamment lors des foras des acteurs du Dja par exemple)

2) Étudier les faisabilités juridiques et sociales de nouveaux classements d'aires protégées et « autres mesures de conservation efficaces par zone » (AMCE ) et contrats de délégations de gestion (par ex. ZIC) ; négocier ces décisions avec les parties prenantes et accompagner les processus nationaux ou internationaux de validation ; partager les résultats avec les systèmes internationaux d'information ; appuyer financièrement et techniquement la conception des plans d'affaire quinquennaux et des plans de travail annuels des juridictions forestières ciblées.

3) Appuyer le recrutement et la planification des carrières des personnels des services de conservation des aires protégées (en particulier des femmes et les membres de minorités), concessions forestières et touristiques, en tenant compte des discriminations notamment de genre et d'autochtonie (tests de discriminations positives et d'équipes non-mixtes ; invitant des femmes et autochtones en trop grande minorité ; formation des responsables RH sur les

discriminations), approvisionner les équipements et conduire les chantiers d'infrastructures ; gérer les opérations standards de sensibilisation (par ex. méthodes RARE , marketing social, changement culturel).

4) Appuyer financièrement et techniquement les opérations régulières de surveillance et d'arrestations des flagrant délits, les enquêtes criminelles sur les associations de malfaiteurs, en lien avec les actions spécialisées de UNODC financées par UE (projet PARCIC), les procédures judiciaires et les éventuels suivis de peines, la réduction de la mauvaise gouvernance policière et judiciaire et l'amélioration du respect des droits humains par police et justice.

5) Généraliser à tous les sites (y compris zones de chasse) les formations qualifiantes des personnels non-cadres aux « boîtes à outils » standards de la conservation (telles les toolkits SMART , ConSoSci , SWM ) dont plusieurs sont financées par l'UE ; désigner sur chaque site des coaches pour accompagner les agents de maîtrise dans le suivi des MOOC du PAPACO ; tester les outils spécifiquement destinés aux populations autochtones (type Sapelli).

#### **Activités liées aux cinq produits 2.x relatifs à l'OS2 :**

1) Suivre les enjeux de déforestation liés aux chaînes de valeurs ciblées (cacao, palmiers à huile, agriculture vivrière, bois, caoutchouc, PFNL) par télédétections satellitaires quasi continues et algorithmiques ; généraliser les évaluations bisannuelles d'une part de la qualité de la vie des riverains par la méthode BNS , d'autre part de leurs exploitations des ressources naturelles (méthodes adaptées de VCA4D , tenant compte du genre et de l'autochtonie) ; le cas échéant négocier et signer des accords sociaux avec les acteurs (par ex. les autochtones) pour la mesure de certains indicateurs ; partager les données désagrégées collectées avec des équipes interdisciplinaires orientées « one health » (sensibilisées aux enjeux de genre et d'autochtonie) et produire des analyses régulières ; éditer à intervalles réguliers des « états de... » sur les chaînes de valeurs ciblées, les uns conçus pour orienter les exploitants ruraux, les autres pour orienter les décideurs territoriaux, nationaux et internationaux ; maximiser le libre accès des données sur internet (par ex. en lien avec OFAC).

2) Soutenir la négociation des accords sociaux « pilotes » entre autorités compétentes, concessionnaires forestiers, organisations agricoles et communautés pour diversifier les exploitations soutenables (par ex. de cacao, palmier à huile, produits vivriers, agroforestiers, PFNL). Fournir un support à la formalisation des collectifs de producteurs (par ex. coopératives, GIE etc.) ; fournir de l'assistance technique pour intensifier leurs itinéraires techniques (limiter pression foncière) et améliorer leurs marges sur les marchés nationaux, régionaux voire internationaux. Pour les collectifs suffisamment structurés, la possibilité de les faire bénéficier des garanties du Plan d'Investissement Extérieur (PIE) de l'UE ou des financements mis en place par une opération de mixage avec la BEI grâce au ressources du Dispositif d'Appui à la Compétitivité du Cameroun (DACC) sera explorée. Une attention particulière est portée à la participation des femmes, des jeunes, des autochtones et des représentants de leurs organisations.

Par exemple dans les filières PFNL ou agro-forestières, soutenir la négociation et la signature des délégations de gestion (par ex. entreprise communale sous régie, associations, privés) d'infrastructures collectives de transformation, stockage, et/ou de commercialisation, entre d'une part les autorités communales ayant droit et d'autre part les organisations spécialisées ayant manifesté leur intérêt et reçu mandat du Ministère de tutelle (le cas échéant les gestionnaires d'aires protégées) ; subventionner ces délégations de gestion territoriales des espaces, infrastructures et services collectifs ; capitaliser ces négociations pour contribuer à l'établissement d'institutions territoriales inter-communales (par exemple via des GIP territoriaux, voir infra dans OS3).

4) renforcer le développement des chaînes de valeur par la mise en place de bonnes pratiques des production durable dans les petites et moyennes entreprises (formalisation, standards techniques, sanitaires et phytosanitaires, normes internationales) ; identifier les acteurs légaux et déterminants des chaînes de valeurs ciblées ayant déjà, ou étant susceptibles d'avoir, une démarche RSE (« responsabilité sociétale des entreprises », généralement entreprises souhaitant consolider une visibilité internationale) et les accompagner dans le choix des labels et certificats indépendants pertinents pour leurs chaînes de valeurs ; appuyer des dossiers de subventions des acteurs souhaitant s'engager dans le processus d'obtention des labels et certificats ainsi identifiés ; accompagner les entreprises disposant d'un plan d'investissement ambitieux à bénéficier des instruments du Plan d'Investissement

Extérieur de l'UE (mixage, garanties), notamment la facilité de financement mise en place avec la BEI en mode mixage, grâce aux ressources du Dispositif d'Appui à la Compétitivité du Cameroun (DACC).

5) Évaluer les besoins en formation professionnelle (éventuellement en complément en éducation de base) des différentes catégories d'acteurs des filières territoriales (bois dominant, cacao, palmier à huile en petit paysannat et agroforesterie, autant que possible autres filières), en particulier celles visant l'autopromotion économique des femmes et autochtones et de leurs groupements; négocier avec chaque catégorie d'acteurs les modalités concrètes (Où ? Quand ? Par qui?) les plus appropriées pour combler une partie significative de ces besoins en formation ; en conséquence évaluer les dispositifs existants et/ou concevoir de nouveaux dispositifs d'ingénierie de formation; si possible mettre en œuvre les formations standards existantes ; si nécessaire, mettre en œuvre des formations pilotes, les évaluer, les améliorer et chercher les financements ad hoc pour les répliquer ; chaque fois que possible, négocier et signer des accords à moyen terme entre communes/régions et opérateurs spécialisés en formation professionnelle pour pérenniser ces formations, en lien avec les gestionnaires mandataires des juridictions forestières ciblées.

### **Activités liées aux quatre produits 3.x relatifs à l'OS3 :**

1) Soutenir l'identification voire le recrutement de points focaux « droits humains ruraux » en général, pour une considération des droits de la sécurité des personnes, des biens et du foncier, et en particulier par rapport aux droits des femmes, des autochtones, des déplacés, etc., en maximisant le nombre de femmes, d'autochtones et des représentants des groupes vivant dans des situations de vulnérabilité, des ONG, des entreprises et des autorités décentralisées soutenues dans les territoires ciblés ; connecter ces points focaux en réseau local (voire national ou sous-régional si existant) ; promouvoir sur le terrain les dispositifs de détection et d'alerte des atteintes aux droits humains proposés par les réseaux existant ou en devenir (voir produits attendus de NaturAfrica), qu'ils soient passifs (par ex. numéros verts) ou actifs (par ex. appels à témoignages) ; dans les territoires ciblés mais avec le support régional disponible (par ex. programmes ad hoc des Nationaux Unies financés par l'UE), appuyer les enquêtes indépendantes par les points focaux puis, le cas échéant, appuyer les enquêtes officielles ; renforcer la protection des victimes et des témoins des incidents et violations des droits humains ruraux ; soutenir les procédures judiciaires engagées par les victimes et/ou les procureurs.

2) Établir des partenariats entre les délégataires opérant dans les juridictions forestières ciblées et des spécialistes de la scénarisation spatiale (via des outils type MARXAN) ; mobiliser les plateformes officielles (par ex. inter-communales) et/ou coutumières des acteurs déterminant et/ou vivant dans des conditions précaires (femmes, autochtones, etc.) pour collecter les données et identifier les « états attendus » à moyen-terme pour les ressources naturelles et leurs exploitations ; mettre en œuvre des outils de modélisation à l'échelle des territoires ciblés en soulignant les aspects liés aux droits humains et l'égalité de genre ; soumettre les résultats aux plateformes mobilisées et réitérer la modélisation, jusqu'à obtenir un consensus sur l'élaboration ou l'actualisation des schémas d'aménagement communaux et/ou inter-communaux plus résilients (PLADDT) en impliquant les populations dans la planification et l'aménagement de leur territoire afin d'assurer la gouvernance participative ; mettre en œuvre des « fresques climatiques », pour partager localement les enjeux de résilience territoriale et les menaces qui pèsent sur le bien-être des populations du territoire et élaborer une trajectoire de résilience territoriale, cohérente avec les engagements nationaux et internationaux; partager ces résultats locaux avec les instances nationales et sous-régionales compétentes, en particulier celle chargée de la protection de la nature (par exemple OFAC, COMIFAC/CEEAC, programme NaturAfrica).

3) Établir des partenariats entre les communes, les exploitants industriels opérant dans les paysages ciblés et des spécialistes de la fiscalité locale (via outils type IBP, International Budget Partnership) en vue d'améliorer la gouvernance fiscale locale ; mobiliser les mairies, entreprises, chefferies, notabilités et organisations de la société civile (OSC) des communes des zones ciblées (en particulier OSC de vulnérables, de femmes) pour collecter les données ventilées par sexe et les « états attendus » en termes de « fiscalité locale verte », c'est-à-dire liée aux filières d'économie verte cités précédemment pour les recettes, et liées aux micro-services publics locaux pour les dépenses ; mettre en œuvre des outils d'amélioration de la gouvernance fiscale verte locale (transparence, participation, redevabilité etc.) ; promouvoir sur le terrain des dispositifs de détection et d'alerte de la mauvaise gouvernance de la fiscalité verte (dissimulations, collusions, corruption) pour les recettes et/ou pour les dépenses

; dans les territoires ciblés appuyer les enquêtes indépendantes sur les manquements aux engagements fiscaux locaux ; capitaliser et partager les leçons apprises au niveau national et sous-régional ; fort de ces leçons apprises ; promouvoir la création d'instances durables de gestion intercommunale et multiacteurs (par ex GIP territoriaux) entre les communes, les entreprises, les OSC et les autres acteurs légitimes ayant réussi à collaborer sur la question fiscale locale, pour pérenniser et amplifier les collaborations relatives à la conservation et à la valorisation des ressources naturelles.

4) Établir des partenariats entre les délégataires opérant dans les juridictions forestières ciblées et des spécialistes des paiements pour services environnementaux (PSE) sur le marché volontaire mondial des crédits carbone, si possible ceux déjà implantés au Cameroun ; affiner l'évaluation du potentiel des paysages ciblés en terme de crédit-carbone de forêt ; négocier avec les autorités nationales compétentes a minima un accord pour un « projet pilote » de PSE par les marchés volontaires (au mieux un texte légal encadrant ce type d'initiative) ; sur la base de l'évaluation, négocier et signer avec les communes, les ZIC, la tutelle des parcs et réserves, les entreprises forestières, les chefferies et les OSC concernées des partenariats pour tester des dispositifs de PSE fondés sur les crédits carbone forestiers, y inclus le partage des éventuels bénéfices prenant notamment en compte les vulnérables et le genre ; dans les paysages où de tels accords sont signés, sélectionner une méthode standardisée de comptabilisation des gains et pertes en carbone ; puis développer un document de projet conforme à la méthode choisie (en particulier, qui établit les « lignes de base » relatives aux sols, à la végétation et aux activités humaines) ; collecter le « financement initial » et en cas de succès, mettre en œuvre le projet en le faisant « valider » en amont puis « vérifier » en aval par un organisme certificateur (VVB) ; capitaliser les résultats avec les instances locales et nationales compétentes, partager les éventuels bénéfices, améliorer les dispositifs et les répliquer.

### 3.3 Intégration des questions transversales

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

La vérification préliminaire de l'EIE (étude d'impacts environnementaux) a classé l'action dans la catégorie B (ne nécessitant pas d'EIE, mais pour laquelle les aspects environnementaux seront pris en compte lors de la conception). En effet, comme précisé ci-dessus, l'action a pour objectif de soutenir la transition verte, durable et inclusive au Cameroun et en particulier dans le Sud-Est du Cameroun. Les activités étant centrées sur l'environnement, les aspects environnementaux seront bien évidemment abordés lors de la préparation des activités. De plus, l'action intervient au niveau local et ne prévoit pas d'intervention au niveau sectoriel, une étude EIE n'est donc pas nécessaire.

L'évaluation des risques climatiques a conclu que cette action est à risque. Une « Climate Risk Analysis » (CRA) est actuellement en cours sous financement de la coopération allemande, en fonction des résultats et de la couverture d'étude de la zone d'intervention, une analyse complémentaire pourra être envisagée pour mieux comprendre la problématique spécifique de la région et planifier au mieux les activités.

#### **Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1 , s'alignant ainsi avec les objectifs visés par le Plan d'Action Genre 2021-2025 (GAP III). : en effet, non seulement l'action vise plusieurs fois la réduction des discriminations de genre (par ex. à l'occasion des campagnes de sensibilisation) mais elle préconise dans plusieurs produits la mise en œuvre de discriminations positives (par ex. pour recrutements et bourses de formations).

Cela implique que, d'une part, le projet s'appuiera sur les études et analyses « genre » déjà produites comme le Profil national genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural réalisé par le FAO (2019) , la dernière étude ECOFAC6 sur le cadre de conformité droits de l'homme, la capitalisation sur les actions orientées genre et conservation ainsi que la cartographie des parties prenantes et la ligne de base réalisées lors de la formulation du projet (mai 2022) ; Cette étude sur le développement d'un cadre sous régional de conformité aux droits humains dans le secteur de la conservation de la biodiversité présente les principes directeurs pour la protection des civils

et le respect des droits humains dans le secteur de la conservation de la biodiversité en Afrique centrale : 1) Promouvoir le respect des normes et cadres juridiques nationaux, régionaux et internationaux, 2) Assurer le respect des principes d'humanité, d'impartialité, de non-discrimination et d'inclusion, 3) Assurer l'intégration du genre et la mise en œuvre d'une politique de tolérance zéro vis à vis des violences basées sur le genre, y compris les cas d'exploitation et d'abus sexuels et 4) Promouvoir une action coordonnée et concertée. Les recommandations faites guideront les méthodologies de mise en œuvre de l'action. La capitalisation sur les actions ECOFAC6 orientées genre et conservation est en cours de finalisation, les résultats seront également intégrés dans les approches développées par le programme.

Par exemple, selon l'analyse faite par la FAO, l'application de la loi n° 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche (actuellement en cours de révision), inclut de nombreuses faiblesses qui nuisent au plein épanouissement des femmes en zone forestière en limitant leur droit d'usage à l'autoconsommation, en limitant son accès à la forêt et en l'excluant des instances de gestion de la forêt. En effet les femmes demeurent faiblement représentées dans les instances décisionnelles. « Les rares postes qui lui sont accordés sont ceux de trésorière ou de commissaire aux comptes. Ces postes ne sont généralement que de façade ». Les femmes étant exclues des instances de gestion de la forêt, elles ne peuvent pas faire entendre leurs besoins spécifiques dans les plans de gestion. Elles participent peu ou presque pas à la gestion des problèmes environnementaux alors qu'elles sont les principales utilisatrices de ces ressources, et principales victimes des impacts négatifs de la dégradation de celles-ci.

Concrètement, une discrimination positive favorable aux femmes sera appliquée à la plupart des activités socio-économiques (par ex. formations professionnelles, appuis organisationnels, inclusion dans les instances de gouvernance, etc.), un appui spécifique aux chaînes de valeur des PFNL (Produits forestiers non ligneux) est prévu, filière où les femmes prédominent et, enfin, les indicateurs socio-économiques seront désagrégés par sexe (par ex. nombre de bénéficiaires des valorisations de la biodiversité, etc.) pour visibiliser leur implication dans toutes les actions.

### **Droits de l'homme**

La protection des droits humains est un secteur de concentration dans le cadre du PIM 2021-2027 (domaine prioritaire 1 « Gouvernance, démocratisation, paix et stabilisation ») avec lequel cette action sera alignée. Il sera aussi tenu compte de la nouvelle stratégie UE pour les droits humains et la démocratie au Cameroun pour la période 2021-2024, qui prévoit comme l'une de ses priorités le « Pacte vert, business et droits humains », mettant l'accent sur le lien entre les droits humains, la sécurité, la dégradation environnementale et le changement climatique. Une attention particulière y sera accordée lors de la mise en œuvre des activités, favorisant une approche inclusive dans la planification des interventions et maximisant la participation des femmes, des jeunes et des populations vulnérables.

L'identification de ce projet a impliqué un large processus de consultations, lors de l'étude de la cartographie des parties prenantes incluant toutes les parties prenantes du paysage Sud/ Sud-Est du Cameroun : autorités locales, autorités traditionnelles, la société civile et le secteur privé.

Les Pygmées ou « peuples autochtones des forêts » sont les premiers occupants de la forêt équatoriale et sont présents dans plusieurs pays de la sous-région Afrique centrale. Au Cameroun, ils sont constitués de trois groupes de populations distinctes dont les Bakas, les Bakola/Bagyéli et les Badzang. De loin le groupe le plus grand, les Bakas sont localisés dans les régions administratives de l'Est et du Sud. Ils rassemblent plus de 40 000 personnes réparties dans quatre départements des régions du Sud et de l'Est. Le Cameroun a voté en faveur de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples autochtones en 2007, et adhère à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples ainsi que plusieurs d'autres instruments internationaux, mais n'a pas ratifié la Convention 169 de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux (1989). Enfin, la Constitution du Cameroun indique dans son préambule que « L'État assure la protection des minorités et préserve les droits des populations autochtones conformément à la loi ». Cependant, aucune loi ne définit ce qu'est une population autochtone. Les communautés autochtones font face à de nombreuses difficultés (qu'il est difficile de caractériser, faute des statistiques désagrégées) : l'insécurité alimentaire ; ainsi que la non-reconnaissance automatique de leurs usages coutumiers



des ressources fauniques (viande de brousse), l'absence de droits fonciers coutumiers ;le manque de représentation politique; la discrimination et marginalisation systémique, l'accès à la documentation officielle (acte de naissance, carte nationale d'identité, etc) ; et l'analphabétisme).

La collaboration avec les communautés autochtones et les femmes en particulier, est au cœur de l'approche de NaturAfrica et sera appliquée pour la mise en œuvre du programme Paysage Sud/Sud-Est. Leurs droits seront pris en compte notamment à travers leur implication dans les différentes étapes des activités qui les concernent directement conformément au « document de travail conjoint des services mettant en œuvre la politique extérieure de l'UE à l'égard des peuples autochtones » .

De plus, un produit complet de l'action est consacré spécifiquement à l'amélioration du respect des droits humains (le 3.1), et deux autres sont entièrement consacrés non seulement à l'amélioration de la gouvernance territoriale mais également à la lutte contre la mauvaise gouvernance (3.3 et 3.4), mauvaise gouvernance qui figure parmi les principales racines de la faiblesse de l'état de droit, elle-même principale cause des manquements aux droits humains – en particulier ceux des populations vivant dans des conditions les plus précaires.

### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. En effet, dans un contexte camerounais où les capacités de prise en compte de l'invalidité sont « en moyenne » exceptionnellement faibles, l'action est à 100 % focalisée sur des territoires ruraux isolés où ces capacités sont totalement nulles, et ne peuvent être augmentées significativement par une action focalisée sur un sujet éloigné.

### **Démocratie**

La gouvernance et la démocratie constituent avec les droits humains un secteur essentiel dans le PIM 2021-2027 (domaine prioritaire 1 « Gouvernance, démocratisation, paix et stabilisation »). Ce programme contribuera à renforcer les actions orientées au développement d'un système plus démocratique et légitime par l'amélioration de la gouvernance locale et du processus de décentralisation, mais aussi par la promotion d'une culture de l'inclusion sociale, du dialogue interinstitutionnel, de la non-discrimination et de participation de la société civile et d'autres partenaires.

L'un des trois objectifs spécifiques de l'action vise spécifiquement l'amélioration de la gouvernance (et la lutte contre la mauvaise gouvernance) au niveau territorial, or l'amélioration de la gouvernance (à savoir « par qui et comment sont prises les décisions ») est généralement perçue comme une condition de l'amélioration de la démocratie, donc l'action ambitionne très significativement de contribuer à l'amélioration de la démocratie.

### **Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

Contrairement à diverses autres régions du Cameroun, le Sud-Sud-Est, très peu peuplé et assez isolé, n'est pas soumis à de fortes tensions politiques connues pour dégénérer en conflits violents menaçant la paix.

### **Réduction des risques de catastrophes**

Les forêts tropicales sont considérées comme résistantes au changement climatique, à condition qu'elles restent intactes : la déforestation réduit la capacité des forêts tropicales à produire les précipitations nécessaires à leur survie et, une fois ce point de basculement atteint, ces forêts commenceront à se transformer en un écosystème de type savane. Outre la libération dans l'atmosphère du carbone stocké, la déforestation rend les forêts tropicales plus sensibles au changement climatique.

En coordination avec NaturAfrica bassin du Congo, le suivi de la déforestation sera effectué par l'Observatoire des Forêts d'Afrique Centrale (OFAC). En favorisant la mise en œuvre de stratégies de gestion durable, selon les recommandations du GIEC, l'action visera à améliorer la capacité des écosystèmes forestiers à s'adapter au changement climatique. De même l'implication des communautés riveraines des aires protégées et les peuples autochtones dans la gestion durable des ressources naturelles, est un élément de l'adaptation au changement climatique promu par l'action.

Les trois premières priorités du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (1. Comprendre les risques de catastrophe, 2. Renforcer la gouvernance des risques de catastrophe pour mieux les gérer, et 3. Investir dans la réduction des risques de catastrophe aux fins de la résilience) feront donc bien partie de la stratégie d'intervention.

### 3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haut/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Gouvernance	Mauvaise gouvernance budgétaire publique entraînant une faible disponibilité des fonds destinés aux acteurs déconcentrés et décentralisés.	<b>Haute</b>	<b>Moyen</b>	L'action repose majoritairement sur les capacités, y compris financières, d'acteurs non-étatiques de manière à ne pas être entravée par le sous-financement structurel des acteurs étatiques. L'action sera complétée par des appuis à la décentralisation effective, y compris le renforcement des capacités des autorités décentralisées et par des appuis au renforcement de la gestion des finances publiques qui respectent les principes de transparence et reddition des comptes.
Gouvernance	Relations cachées de collusion et de corruption minant les efforts affichés de pacification des relations territoriales.	<b>Haute</b>	<b>Haut</b>	L'action prend en compte les résultats intermédiaires de divers projets de l'UE (et de l'Allemagne et de la France) qui sont également sensibles aux enjeux de mauvaise gouvernance territoriale. L'action sera complétée par des renforcements de la gestion des finances publiques au niveau locale, et de lutte contre la corruption.
Juridique	Contradictions entre textes juridiques, réglementations et contrats adoptés dans les secteurs concurrents dans les territoires.	<b>Faible</b>	<b>Moyen</b>	L'action repose majoritairement sur des acteurs disposant de mandats territoriaux suffisamment robustes pour ne pas être bloqués par ces contradictions et sera force de proposition pour contribuer à résorber ces contradictions.
Gouvernance	Manque d'expérience diminuant la capacité d'absorption de financements internationaux par les acteurs décentralisés.	<b>Faible</b>	<b>Moyen</b>	L'action reposant sur des acteurs en majorité locaux et reconnus comme crédibles et légitimes, mais également non spécialisés en exécution de projets UE, il est donc prévu un accompagnement spécifique à la maîtrise d'œuvre.
Population	Des résistances par rapport à une approche basée sur	<b>Moyen</b>	<b>Faible</b>	L'Action s'appuiera sur les études et analyses « genre » déjà produites comme le Profil national genre des secteurs de l'agriculture et

	le genre et les droits humains, dû aux pesanteurs socio-culturelles			du développement rural réalisé par le FAO (2019) <sup>6</sup> , la dernière étude ECOFAC6 sur le cadre de conformité droits de l'homme, la capitalisation sur les actions orientées genre et conservation ainsi que la cartographie des parties prenantes et la ligne de base réalisées lors de la formulation du projet
--	---	--	--	--

### Enseignements tirés :

Quand on compare les analyses de risques de plusieurs projets de conservation en Afrique, et singulièrement en Afrique centrale (de savane ou de forêt), on constate que si le manque de capacités est un problème récurrent, il figure rarement parmi les risques les plus fréquents et/ou impactant, a contrario des risques politico-juridiques (manque de volonté gouvernementale, cadre légal inapproprié), de gouvernance (corruption, exclusion des vulnérables) et de sécurité (rebellions, conflits intercommunautaires et/ou populations-faune) – les deux premiers étant pertinents dans le cas du Sud et Sud-Est Cameroun.

Dès lors, il convient dans le cas présent de tirer les leçons des actions en Afrique de la conservation de la biodiversité et d'exploitation durable des ressources naturelles qui ont innové face aux défis politico-juridiques et de gouvernance, notamment les actions de référence de l'UE dans les paysage Virunga (en RDC), Zakouma (Tchad), Northern Rangelands (Kenya) et Nord Congo.

Ces actions ont en commun d'avoir innové par rapport à l'approche conventionnelle de l'aide internationale dans le secteur vert, qui avait deux principales caractéristiques : s'ancrer au niveau national (conception et premiers appuis au niveau des services centraux, avant de théoriquement ruisseler vers les services déconcentrés) et viser un seul secteur (action principalement sur conservation, ou sur agriculture, ou sur énergie etc.).

A Virunga, à Zakouma, au Nord-Kenya ou au Nord-Congo, s'est substitué à l'approche nationale-sectorielle top-down une approche territoriale-intersectorielle, rendue possible davantage par une circonstance de gouvernance que par une stratégie d'aide. Dans chacun de ces 4 territoires avaient été négociés, en amont des projets de donateurs, entre les Gouvernements et des acteurs non-gouvernementaux (ONG et/ou entreprises privées), des délégations de gestion territoriale à long terme (ou des concessions, voire des cessions territoriales dans le cas de NRT), qui en aval faisaient de ces délégataires les interlocuteurs uniques et durables des donateurs souhaitant soutenir financièrement et techniquement lesdits territoires.

Ce changement de cadre de gouvernance a eu plusieurs conséquences cruciales, qui ont grandement inspiré « Au-delà des éléphants » puis NaturAfrica :

- Sachant que les avantages de la mauvaise gouvernance sont beaucoup plus importants aux niveaux centraux et supérieurs de décision qu'aux niveaux locaux (et vice versa pour leurs inconvénients et leurs risques), cibler les actions au niveau local (ou territorial) a permis d'une part de s'éloigner des nœuds insolubles de mauvaise gouvernance et au contraire de traiter ces questions difficiles à un niveau où c'était faisable ;
- Sachant que les prestataires « d'assistance techniques » (ONG, bureaux d'étude, centre de recherche), bien que bénéficiaires des subventions, ne sont que rarement considérés comme pleinement redevables des éventuels échecs des projets, mais plutôt les administrations gestionnaires en titre (bien que non bénéficiaires des subventions), subventionner directement les ONG gestionnaires en titre de territoires a permis de réaligner financement et redevabilité ;
- Sachant que les délégataires territoriaux bénéficiaient désormais à la fois du monopole de fait et du temps longs pour agir, ils ont pu diversifier et augmenter leurs financements et ainsi élargir leurs géographies et thématiques d'action, ce qui a conduit tous les partenaires impliqués d'une part à échapper aux défauts de l'approche projet (par ex. court-termisme, ruptures de financement, perte de mémoire institutionnelle),

<sup>6</sup> FAO, 2019, Profil national genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural  
<https://www.fao.org/3/ca1197fr/ca1197fr.pdf>

d'autre part à professionnaliser les interventions à l'extérieur des noyaux de conservation stricte, de manière intersectorielle.

- Ce faisant, non seulement plusieurs donateurs ont pu s'engager sur un même territoire mais certains donateurs tels que l'UE ont pu mobiliser simultanément plusieurs de leurs outils financiers sectoriels (par ex. biodiversité mais aussi énergie, agriculture, tourisme, sécurité et pêche, comme à Virunga), permettant d'atteindre des masses critiques de financement et d'expertise inaccessibles ailleurs, et de provoquer des changements en profondeur et durables.

Au Cameroun, si de telles délégations de gestion territoriales ne sont pas possibles à ce jour dans les parcs et réserves de faune, elles sont déjà en cours dans les concessions forestières (UFA), les Forêts communales et communautaires, et dans les zones d'intérêt cynégétique (ZIC), bien que limitées à certaines activités seulement (respectivement l'exploitation du bois ou du tourisme, mais sans que ces mandataires soient autorisés ni à valoriser d'autres ressources naturelles, ni à les protéger). Malgré ces limites, la présence de concessionnaires territoriaux forestiers et touristiques dans des paysages d'importance mondiale représente une opportunité à saisir par les donateurs, en complément des interventions plus conventionnelles à poursuivre dans les parcs et réserves d'un côté, dans les zones banales de l'autre.

### 3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est de compléter les actions plutôt nationales / sectorielles déjà engagées par l'UE au Cameroun (y compris de dialogues politiques et d'appuis budgétaires), par une action territoriale / intersectorielle/infrarégionale.

Cette logique d'intervention est inspirée de l'orientation stratégique de l'UE pour la conservation en Afrique baptisée « Au-delà des éléphants » (publiée en 2016) faisant la promotion de « paysages clé pour la conservation et le développement » (KLCD en anglais), et cette logique est également en ligne avec l'approche NaturAfrica validée par l'UE en 2021 et appliquée en particulier aux KLCD transfrontaliers (voir les deux fenêtres « Bassin du Congo » et « Transhumance » de NaturAfrica qui incluent le Cameroun).

Se basant sur les « enseignements appris » présentés ci-dessus, cette logique d'intervention vise en très résumé à établir des « îlots d'intégrité » au profit de la conservation et du développement rural, par l'inclusion en « tâche d'huile » de communautés, d'institutions décentralisées et d'entreprises privées, autour de « chevaux de Troie » territoriaux que sont les aires protégées (AP) et les « autres mesures de conservation efficaces par zone » (AMCE<sup>7</sup>) qui ont une gouvernance suffisamment bonne pour être éligibles pour des financements directs ou indirects de l'UE.

Dès lors, cette logique d'intervention procède de 3 étapes diagnostiques à mener en amont au sein des paysages prioritaires de « Au-delà des éléphants » et/ou de NaturAfrica : (1) identifier les aires protégées et AMCE où les conditions de gouvernance sont les meilleures, en général celles dont la gestion est formellement déléguée à des organisations « redevables » de leurs résultats, (2) identifier dans et/ou autour de ces AP et AMCE bien gouvernées les communautés et leurs partenaires déjà engagés, ou ayant le potentiel pour s'engager dans des chaînes de valeurs peu carbonées, frugales en ressources et socialement inclusives, en général il s'agit de coopératives ou de petites/moyennes entreprises à vocation économique et sociale, et enfin (3) identifier les autorités territoriales, de droit positif ou coutumier, qui sont déterminantes pour la conservation et l'exploitation des ressources naturelles, en générale les plus proches du terrain, à savoir les communes, les cantons et/ou les chefferies. Pour chacune de ces trois catégories d'acteurs, il importe d'identifier leurs représentants légitimes qui sont éligibles pour des actions de l'UE, et à défaut, d'identifier les organisations externes au territoire mais

<sup>7</sup> «Une zone géographiquement délimitée, autre qu'une aire protégée, qui est règlementée et gérée de façon à obtenir des résultats positifs et durables à long terme pour la conservation in situ de la diversité biologique<sup>1</sup>, y compris des fonctions et services écosystémiques connexes et, le cas échéant, des valeurs culturelles, spirituelles, socioéconomiques et d'autres valeurs pertinentes localement » (CBD/COP/DEC/14/8, point n°2 "définition")

éligibles auprès de l'UE qui sont acceptées voire sollicitées par les acteurs territoriaux.

En conséquence de ces diagnostics, l'intervention se déploie ensuite et systématiquement autour de 3 axes : (1) renforcer les acteurs de la conservation des AP et des AMCE prioritaires et gouvernées au mieux (en l'occurrence ici une réserve, un parc national et des concessions forestières et touristiques), (2) renforcer les capacités des communautés riveraines de ces AP/AMCE à tirer des revenus durables des chaînes de valeurs d'économie verte existantes ou potentielles (en l'occurrence ici, la foresterie soutenable, l'agriculture écologique, le tourisme de conservation) et (3) renforcer la gouvernance, les capacités et le financement des autorités territoriales déterminantes pour l'exploitation des ressources naturelles dans le paysage (en l'occurrence ici, deux groupements de Communes situés autour de la RFD et du PNL) dans une dynamique de transition écologique.

### 3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaine de résultats (@): (maximum 10)	Indicateurs (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
<b>Impact</b>	Assurer le développement durable dans deux forêts d'importance mondiale au Sud et Sud-Est du Cameroun en garantissant une croissance inclusive et un usage responsable des ressources naturelles	0) Nombre de km <sup>2</sup> de forêt gérés de manière soutenable avec le soutien de l'UE	0) En 2021, surfaces cumulées de la RFD et du PNL	0) En 2026, +50 %	0) OFAC, plateforme projet	<i>Non applicable</i>
<b>Effet direct 1 (OS1)</b>	Renforcer la conservation inclusive de la biodiversité du paysage par les mandataires territoriaux	1) % d'occupation de leurs espaces vitaux par les espèces clé du paysage	1) En 2023, à déterminer	1) En 2026, augmentation de 50 %	1) OFAC, plateforme projet	
<b>Effet direct 2 (OS2)</b>	Augmenter les moyens de subsistance et la résilience des communautés locales par des filières d'économie verte inclusive et intelligente face au climat	2.1) Indice de perception locale de la pauvreté mesuré par BNS (Basic Necessity Survey)  2.2) Nombre de petits exploitants touchés par les interventions soutenues par l'UE visant à accroître leur production durable, et leur accès aux marchés (désagrégé par sexe et âge)	2) En 2023, à déterminer	2) En 2026, diminution de 15 %	2) OFAC, plateforme projet	

<b>Effet direct 3 (OS3)</b>	Améliorer la gouvernance des territoires et ressources naturelles par les acteurs décentralisés	3) Nombre d'autorités territoriales décentralisées financées partiellement par des projets	3) En 2023, à déterminer	3) En 2026, augmentation de 50 %	3) OFAC, plateforme projet	
<b>Produit 1.x liés à l'effet direct 1</b>	<p>1.1 La disponibilité et l'accessibilité des informations sur l'état et l'évolution écologique des aires protégées, concessions forestières et touristiques ciblées pour les communautés et les décideurs territoriaux sont améliorées.</p> <p>1.2 La disponibilité et l'accessibilité des réglementations, stratégies, documents de gestion et contrats sociaux relatifs à la conservation des aires protégées, concessions forestières et touristiques ciblées pour les acteurs territoriaux, en particulier les groupes en situation de vulnérabilité, sont améliorées</p> <p>1.3 les personnels, infrastructures et équipements minimum nécessaires aux services de conservation des aires protégées, concessions forestières et touristiques ciblées sont renforcés.</p> <p>1.4 les délinquants et criminels environnementaux menaçant l'intégrité écologique des juridictions forestières ciblées, inclus ceux impliqués dans les trafics illicites, sont éloignés et sanctionnés.</p> <p>1.5 les qualifications professionnelles des agents de conservation des juridictions forestières ciblées sont renforcées en continu sur le terrain, notamment pour</p>	<p>1.1) Nombre de rapports d'état écologique territoriaux publiés au terme de l'action</p> <p>1.2) Nombre de documents de conservation de la biodiversité dans les réserves, parcs, ZIC et UFA ciblés établis ou actualisés au terme de l'action</p> <p>1.3) Note biennale d'efficacité de gestion des aires protégées (y incluses ZIC) mesurée par IMET</p> <p>1.4) Nombre de sanctions de crimes ou délits environnementaux prononcées par la justice au terme de l'action</p> <p>1.5) Nombre de techniciennes de la conservation dans les réserves, parcs, ZIC et UFA ciblés ayant reçu un certificat de formation au terme</p>	<p>1.1) En 2023, aucun</p> <p>1.2) En 2023, à déterminer</p> <p>1.3) En 2023, à déterminer</p> <p>1.4) En 2023, à déterminer</p> <p>1.5) En 2023, zéro</p>	<p>1.1) En 2026, au moins 10 publiés</p> <p>1.2) En 2026, au moins 10 signés ou actualisés</p> <p>1.3) En 2026, augmentation de 20 %</p> <p>1.4) En 2026, augmentation de 30 %</p> <p>1.5) En 2026,</p>	<p>1.1) Moteur de recherche internet</p> <p>1.2) OFAC, plateforme projet</p> <p>1.3) OFAC, plateforme projet</p> <p>1.4) Greffes des tribunaux</p> <p>1.5) OFAC, plateforme</p>	



	favoriser l'inclusion des femmes et des autochtones.	de l'action		trente	projet	
<b>Produits 2.x liés à l'effet direct 2</b>	2.1 La disponibilité et l'accessibilité des informations sur les évolutions des filières d'économie verte pour les exploitants et régulateurs sont améliorés.	2.1) Nombre « d'état de... » des filières territoriales d'économie verte publiés au terme de l'action	2.1) En 2023, aucun	2.1) En 2026, au moins cinq	2.1) Moteur de recherche internet	
	2.2 La disponibilité et accessibilité des réglementations, stratégies, documents de gestion et contrats sociaux relatifs aux chaînes de valeurs et aux juridictions territoriales pour les exploitants et régulateurs sont améliorées.	2.2) Nombre de contrats sociaux relatifs aux chaînes de valeurs formellement adoptés ou actualisés dans les territoires ciblés au terme de l'action	2.2) En 2023, à déterminer	2.2) En 2026, au moins 2 actualisés par an	2.2) OFAC, plateforme projet	
	2.3 la fourniture et la maintenance d'infrastructures collectives d'appui aux exploitants artisanaux de RN et leurs organisations, avec leurs services associés sont autant que possible déléguées par les autorités compétentes à des organisations spécialisées et subventionnées.	2.3. Nombre d'infrastructures collectives ayant bénéficié de fourniture ou de maintenance grâce au projet.	2.3) En 2023, aucune	2.3) En 2026, au moins 12	2.3) OFAC, plateforme projet	
	2.4 Les capacités des petites et moyennes entreprises sont appuyées pour mettre en place des pratiques de production durable (bonnes pratiques socio-économiques, sanitaires et environnementales des exploitants amont et aval des chaînes de valeurs bois-PFNL-gibier-tourisme-cacao) et pour contribuer à l'insertion professionnelle des jeunes et des jeunes femmes sont renforcées.	2.4.1) Nombre de micro, petites et moyennes entreprises appliquant des pratiques de production durables  2.4.2) nombre de personnes désagrégé par sexe ayant bénéficié d'une formation par alternance, grâce au soutien du projet, auprès des PME appuyées.	2.4) En 2023, aucun  2.5) En 2023, à déterminer	2.4) à déterminer  2.5) En 2026, au moins 50	2.4) OFAC, plateforme projet  2.5) OFAC, plateforme projet	

	2.5 Les qualifications professionnelles des exploitants des chaînes de valeurs ciblées et de leurs organisations, en particulier des femmes et des autochtones, sont continuellement renforcées .	2.5) Nombre total de personnes, nombre de femmes, et d'autochtones, ayant reçu au terme de l'action un certificat de formation professionnelle				
<b>Produits 3.x liés à l'effet direct 3</b>	<p>3.1 les manquements aux droits humains en général (sécurité des personnes, des biens et du foncier) et des droits des femmes et des groupes vivant dans des conditions de vulnérabilité en particulier (par ex. autochtones, certaines groupes de femmes, déplacés, etc.) sont détectés et réduits dans les territoires ciblés.</p> <p>3.2 les scénarios spatiaux de transition écologique des territoires ciblés (méthodes type MARXAN) sont bis-annuellement co-produits, arbitrés et traduits en contrats d'aménagement communaux par les parties prenantes.</p> <p>3.3 la bonne gouvernance des communes ciblées, y compris fiscale, est améliorée via la constitution de groupements d'intérêts publics territoriaux associant les acteurs publics et les acteurs privés, et la mauvaise gouvernance est réduite.</p> <p>3.4 des territoires sont attribués et aménagés sous l'autorité des acteurs déconcentrés et décentralisés compétents et coordonnés afin de contribuer à l'atténuation des changements climatiques d'une manière standardisée et rémunérée.</p>	<p>3.1) Nombre d'alertes de manquement aux droits humains sur les territoires ciblés enregistrées au terme de l'action</p> <p>3.2) Nombre de scénarios spatiaux validés par des Communes au terme de l'action</p> <p>3.3) Nombre de budgets Communaux conformes aux standards IBP publiés au terme de l'action</p> <p>3.4) Nombre de projet carbone validés par un standard international</p> <p>3.5) Émissions de gaz à effet de serre évitées /carbone séquestré exprimé en tCO<sub>2</sub>e avec l'appui de l'UE</p>	<p>3.1) En 2023, aucune</p> <p>3.2) En 2023, aucun</p> <p>3.3) En 2023, aucun</p> <p>3.4) En 2023, aucun</p>	<p>3.1) En 2026, au moins 20</p> <p>3.2) En 2026, au moins 5 scénarios cantonaux adoptés</p> <p>3.3) En 2026, au moins 5 budgets Communaux publiés</p> <p>3.4) En 2026, au moins 1 méthodologie de projet « validée » par un standard</p>	<p>3.1) OFAC, plateforme projet</p> <p>3.2) OFAC, plateforme projet</p> <p>3.3) Moteur de recherche internet</p> <p>3.4) Moteur de recherche internet</p>	

## 4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le Cameroun

### 4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3.2 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 84 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

Base sur l'expérience passée, une longue période d'implémentation permettra de mener les consultations nécessaires pour la mise en œuvre des projets dans un contexte très complexe, sans devoir appliquer des extensions dans le temps à plusieurs reprises

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N/A

### 4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>8</sup>.

#### 4.4.1 Gestion directe (subventions)

##### 4.4.1.1 Subvention OS1-A

###### a) Objet de la subvention

Cette mise en œuvre impliquera la réalisation de l'objectif spécifique 1 « conservation » de l'action dans la Réserve de Faune du Dja (RFD) et dans les zones banales (domaine forestier non permanent de l'État) riveraines.

En particulier, cette subvention visera à renforcer les capacités, la gouvernance et la légitimité politique des administrations, des communautés, des organisations de la société civile, des ONG internationales et des entreprises engagées dans la conservation de la RFD en tant que bien du patrimoine mondial.

###### b) Type de demandeurs visés

Cette subvention sera attribuée à une ONG internationale seule ou en consortium ayant une expérience dans le domaine de la conservation et plus précisément sur la zone concernée, à savoir la Réserve de Faune du Dja (RFD).

###### c) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à African Wildlife Foundation (AWF). Le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié en vertu de l'Art. 195(c) du RF car le bénéficiaire se trouve dans une situation de monopole

<sup>8</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant d'identifier les régimes de sanctions. La source des sanctions découle des actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

de fait, suite à la signature en 2016 d'un mémorandum d'entente relatif à la gestion, la protection et le financement de la Réserve de Faune du Dja (classée en 1987 bien du patrimoine mondial de l'humanité) avec le Gouvernement camerounais (via le MINFOF).

En plus, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car le pays fait l'objet d'une déclaration de crise étendue à l'ensemble du territoire camerounais, jusque le 30 juin 2023.

#### 4.4.1.2 Subvention OS1-B

##### a) Objet de la subvention

Cette mise en œuvre impliquera la réalisation de l'objectif spécifique 1 « Conservation » d'une part dans les juridictions de foresterie (UFA, forêts communales et forêts communautaires) et d'autre part dans les ZIC fonctionnelles des deux territoires structurés respectivement autour de la RFD et du PNL. Cette subvention visera à collaborer étroitement avec les opérateurs privés et publics gestionnaires des juridictions concernées et leurs organisations représentatives, en particulier le GGCC, l'ATIBT, l'ACFCAM/CTFC (à titre indicatif).

##### b) Type de demandeurs visés

Cette subvention sera attribuée à une organisation internationale ayant une expérience dans le domaine de la conservation, et plus précisément sur la zone concernée, à savoir la Réserve de Faune du Dja (RFD), le Parc national de la Lobeke (PNL), et/ou les ZIC, UFA et autres juridictions forestières du paysage Sud/Sud-Est.

##### c) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié en vertu de l'Art. 195(f) du RF, car les activités envisagées pour la mise en œuvre de l'OS1 de l'action requièrent un haut degré de spécialisation en matière de conservation. Il y a très peu d'entités très spécialisés dans la matière au Cameroun.

En plus, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car le pays fait l'objet d'une déclaration de crise étendue à l'ensemble du territoire camerounais, jusque le 30 juin 2023

#### 4.4.2 Gestion indirecte avec une entité ayant passées les piliers (OS1-C)

Une partie de l'action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec l'UNESCO, seule agence des Nations Unies en charge du suivi des patrimoines mondiaux.

Cette mise en œuvre impliquera la réalisation de OS1 « Renforcer la conservation inclusive de la biodiversité du paysage par les mandataires territoriaux. Précisément, (entre autres) :

- Renforcer l'appui aux deux sites patrimoines mondiaux (Réserves de Faune du Dja et Parc national de la Lobeké) ;
- Renforcer le rôle des peuples autochtones dans la gestion et la protection des sites du patrimoine mondial : promotion d'une participation effective, inclusive et équitable des communautés, des peuples autochtones ;
- Éducation et de renforcement des capacités qui favorisent des bénéfices économiques durables et inclusifs pour les communautés locales et les peuples autochtones.

L'UNESCO a été choisie sur la base des critères suivants :

- sa spécialisation en matière culturelle ce qui s'applique notamment aux peuples autochtones pygmées Bakas dont le mode de vie et la culture est menacée.
- l'existence d'un bureau régional basé à Yaoundé et de capacités locales permanentes de projection sur le terrain.

- elle est l'organisation des Nations Unies en charge du classement et du suivi des sites du patrimoine mondial, notamment la Réserve de Faune du Dja, et le Trinational de la Sangha auquel appartient le Parc national de Lobéké.
- elle est également spécialisée en matière de soutien à l'éducation de base et à la formation professionnelle.

#### 4.4.3 Gestion indirecte avec une entité ayant passées les piliers (OS2)

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants : organisation d'un État Membre disposant d'une expérience robuste dans le secteur de l'économie des ressources naturelles, habituée à la coordination de programmes stratégiques.

Cette mise en œuvre impliquera la réalisation de l'objectif spécifique spécifique 2 « économie verte » dans les deux territoires structurés respectivement autour de la RFD et du PNL, en priorité avec les acteurs légaux voir certifiés du DFP, et autant que possible avec les acteurs légaux du DFNP.

#### 4.4.4 Gestion indirecte avec une entité ayant passées les piliers (OS3)

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants : une organisation internationale ou une agence d'un État Membre disposant d'une expérience robuste dans la gouvernance territoriale et des ressources naturelles et habituée à la coordination de programmes stratégiques.

La mise en œuvre implique l'atteinte de l'objectif spécifique 3 « Gouvernance territoriale » dans les deux territoires structurés respectivement autour de la RFD et du PNL.

#### 4.4.5 Passage du mode de gestion indirecte au mode de gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles

Au cas où les modalités privilégiées mentionnées au point 4.4.3 et 4.4.4 ne peuvent pas être mises en œuvre en raison de circonstances échappant au contrôle de la Commission, leurs activités seront conduites en gestion directe-subventions.

Ces subventions seraient attribuées à des organisations internationales ayant une expérience dans le domaine de la conservation, et plus précisément sur la zone concernée, à savoir la Réserve de Faune du Dja (RFD), le Parc national de la Lobeke (PNL), et/ou les ZIC, UFA et autres juridictions forestières du paysage Sud/Sud-Est.

### 4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVDCI - Europe dans le monde).

## 4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (en EUR)	Année 2022	Année 2023
OS1 Conservation			n.a
Gestion directe par subvention : octroi direct « OS1 Conservation de la RFD » à AWF – cf. section 4.4.1.1	4 500 000	4 500 000	0
Gestion directe par subvention « Conservation dans les juridictions de foresterie et de tourisme cynégétique (OS1-B) » - cf. section 4.4.1.2	4 000 000	4 000 000	0
Gestion indirecte avec UNESCO- cf. section 4.4.2	2 000 000	2 000 000	0
OS2 Économie Verte			
Gestion indirecte avec avec une entité ayant passées les piliers – cf. section 4.4.3	5 000 000	5 000 000	0
OS3 Gouvernance territoriale & coordination générale			
Gestion indirecte avec une entité ayant passées les piliers – cf. section 4.4.4	4 000 000	4 000 000	0
<i>Subventions- enveloppe totale de la section 4.4.1</i>	<i>8 500 000</i>	<i>8 500 000</i>	<i>0</i>
<b>Évaluation &amp; audit</b> – cf. section 5.2 & 5.3	300 000	300 000	0
<b>Provision pour dépenses imprévues</b>	200 000	200 000	0
<b>Totaux</b>	<b>20 000 000</b>	<b>20 000 000</b>	<b>0</b>

## 4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Comité de pilotage annuel au niveau provincial, avec le Gouvernement du Cameroun, via le ministère signataire de la Convention de Financement :

- Réunion chargée de surveiller la bonne gouvernance (*régularité des redditions de comptes, des diffusions transparentes des résultats et des réunions inclusives de gouvernance sur le terrain*) et la bonne gestion de l'action (ressources diverses mobilisées de manière optimale) ;
- Convoqué par l'attributaire de l'OS-3 ;
- Présidé à tour de rôle par le Président du Conseil régional de l'Est puis du Sud ou par celui agréé chef de file;
- Avec les représentants de l'UE, du ministère signataire de la Convention de Financement, du ministère des Forêts et de la Faune, et des représentants d'autres ministères impliqués, des Communes, des organisations signataires des contrats de mise en œuvre, des entreprises et OSC impliquées ;
- Au moins tous les ans (*si besoin à distance*) après réception des rapports semestriels techniques et financiers intermédiaires.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

# 5 MESURE DE PERFORMANCE

## 5.1 Suivi et rapports

Le suivi de la performance et les rapports seront effectués pour chaque contrat de mise en œuvre individuellement :

les modalités spécifiques pour chacun d'eux (*indicateurs, cibles et hypothèses*) seront précisées dans les contrats/accords respectifs et pendant les phases de démarrage, mais de manière à fournir les données nécessaires au suivi des performances de l'action dans son ensemble, conformément au cadre logique de la présente action.

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre.

À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (*au moins annuels*) et des rapports finaux.

Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (*Produits et effets directs*) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (*pour la modalité du projet*).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

En parallèle du suivi de la mise en œuvre de l'action proprement dite, les partenaires de mise en œuvre devront contribuer à l'établissement et à la pérennisation des dispositifs de suivi des indicateurs du cadre logique qui sont destinés à être informés par-delà la fin de l'action, en partenariat avec des acteurs territoriaux pérennes.

## 5.2 Évaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une évaluation à finale sera effectuée pour cette action par des consultants indépendants contractés par la Commission.

L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), notamment sur les innovations relatives à l'économie verte et aux dispositifs de gouvernance territoriaux, à comparer avec les programmes similaires de l'UE aux niveaux infranationaux (par ex. Sud-Est-RCA), nationaux et régionaux (par ex. NaturAfrica-Bassin du Congo).

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins un mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus.

## 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

# 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fonds commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les



supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

## Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention<sup>9</sup> (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme <veuillez effacer les options non retenues pour cette Action>;

<b>Niveau Action</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action
<b>Groupe d'actions</b>		
<input type="checkbox"/>	Groupe d' Actions	Références des Actions (CRIS#/OPSYS#): <Action présente> <Autres Actions>
<b>Niveau Contract</b>		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	<engagement individuel prévu (ou contrat)>
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	<engagement individuel prévu (ou contrat)>
	(...)	
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	<engagement individuel prévu (ou contrat) 1> <engagement individuel prévu (ou contrat) 2> <engagement individuel prévu (ou contrat) #>

---

<sup>9</sup> [ARES \(2021\)4204912](#) - For the purpose of consistency between terms in OPSYS, DG INTPA, DG NEAR and FPI have harmonised 5 key terms, including 'action' and 'Intervention' where an 'action' is the content (or part of the content) of a Commission Financing Decision and 'Intervention' is a coherent set of activities and results which constitutes an effective level for the operational follow-up by the EC of its operations on the ground. See more on the [concept of intervention](#).